

## Incurie, improvisation, mépris de classe... La colère monte

« *L'austérité tue* », « *de l'argent pour la santé, pas pour les financiers* »... Les slogans n'ont pas manqué sur les réseaux sociaux ou les balcons en ce 1<sup>er</sup> mai malgré le confinement. Bien des militants, des travailleurs, des membres des collectifs interpros, des Gilets Jaunes... ont tenu, pour cette journée de lutte internationale des travailleurs, à dénoncer la responsabilité des gouvernements du monde entier, du capitalisme face à la pandémie.

A tel point que Macron a déclaré dans une vidéo : « *c'est bien grâce au travail, célébré ce jour, que la Nation tient, avec cette volonté forte de retrouver dès que possible les 1<sup>er</sup> mai joyeux, chamailleurs parfois, qui font notre Nation* », ironisant sur la répression policière menée avec son ami Benalla, sans parler de ce ton aux accents de « *travail, famille, patrie* » !

Les appels à « *l'union nationale* », comme les éloges plus que répétés aux « *héros du quotidien* », alors que l'improvisation est totale à l'approche du 11 mai, ne font que renforcer la défiance face au gouvernement et aux classes dominantes.

### Un déconfinement... pour plaire au Medef

L'impréparation est patente. Après avoir déclaré que les écoles reprendraient le 11 mai, puis effectué un premier recul avec le « *volontariat* », Macron et le gouvernement se contredisent chaque jour un peu plus. Comment les écoles vont-elles pouvoir fonctionner, assurer la sécurité des enfants, la distanciation ? Comment assurer la sécurité des voyageurs dans les

transports publics alors que déjà les images du métro montrent des rames où les passagers sont obligés de s'entasser ?

La situation est si critique que 329 maires d'Ile de France viennent d'interpeler Macron en dénonçant son « *déconfinement à marche forcée* ». Même les sociétés de bus, trams, métro, RER ont réagi sur les directives gouvernementales dans les transports, inapplicables concrètement, faute de personnel que tous ont activement cherché à réduire, mais aussi du fait de la vétusté et du manque de transports en commun alors que de plus en plus de travailleurs sont obligés d'aller se loger loin de leur lieu de travail.

Macron comme Philippe ont promis des masques, des protections, des tests... Mais la pénurie de tests est telle que des Ehpad se voient refuser le droit de tester personnels et résidents. Les masques continuent à manquer pour les soignants, alors que les grandes surfaces peuvent en vendre très largement, sans la moindre priorité pour les plus exposés au virus... C'est la loi du marché !

Le gouvernement est incapable de mettre en œuvre le début d'une politique sanitaire, d'obliger des entreprises à produire des protections, des tests, de réquisitionner. Sa seule politique est le retour au travail et la défense des profits... et pour cela la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 24 juillet.

Comme le dit le patron du Medef : « *Maintenant, ce qui compte c'est recréer de la richesse* ». C'est dans ce but que le

*suite page 2*

### Sommaire

- 2 Les masques tombent...
- 3 Avec la misère, la faim aussi s'accroît  
Korian prend soin de ses actionnaires
- 4 Interdiction des licenciements !  
Bordeaux Métropole, la Région et les banquiers alignent les millions pour les patrons
- 5 Covid 19 : la guerre est ailleurs...  
A voir en replay
- 6 Tribune - Et en prison, quoi de changé ?
- 7 Prise de position des élues du NPA 33

**Vendredi 8 mai 14h30**

**Réunion-débat  
du NPA 33**

**Pandémie, crise écologique,  
révélateurs  
et facteurs aggravants  
de la faillite du capitalisme**

visio-réunion suivie d'un débat :  
sur PC : <https://meet.jit.si/npa33pandemie>  
sur smartphone, en téléchargeant l'application jitsi meet  
nom de la réunion : npa33pandemie

ministère du travail vient de sortir un « *protocole national de déconfinement* » qui n'oblige même pas l'employeur à fournir un masque de protection, au motif que s'il y a 4 m<sup>2</sup> par salarié, tout va bien !

**« Deux épidémies à combattre, le virus et le capitalisme »** (banderole du 1er mai)

Combattre l'épidémie, mener une politique sanitaire dans l'intérêt de la collectivité, c'est contester le pouvoir des actionnaires et des financiers sur toute la société. Les travailleur-es, les classes populaires, sont les seuls à même de recenser les besoins, de décider si une production est utile ou non, et de contrôler leurs conditions de travail et leur sécurité.

L'incurie du gouvernement et du grand patronat dont il est le fidèle serviteur est l'expression de l'incapacité où se trouve aujourd'hui le capitalisme d'apporter la moindre réponse à la crise qui le frappe. Aujourd'hui, le secteur aérien annonce des plans massifs de licenciements comme à Ryanair (3000), British Airways (12 000), SAS (5 000)... Farandou, PDG de la SNCF, parle déjà « *d'ajuster le niveau d'emploi au volume d'activité* » tout en réclamant une aide de l'Etat ! Sans parler des discours patronaux sur le temps de travail ou sur les congés... La seule solution qu'ils sont en mesure d'imaginer pour tenter de sauver leur système économique frappé par une récession sans pré-

cedent, c'est toujours plus de milliards de l'Etat, des plans de licenciements massifs et une aggravation de l'exploitation des travailleurs qui auront pu garder un emploi... Avec pour conséquence de nous enfermer dans leur course vers des catastrophes sanitaires, sociales, économiques et écologiques qu'ils sont impuissants à conjurer.

La seule solution pour mettre un terme à cette fuite en avant repose sur nos luttes, notre organisation, pour leur contester le contrôle de l'économie, le pouvoir de décider de nos vies.

Mardi 5 mai

**L'Anticapitaliste**  
**L'EMISSION**  
 Mercredi  
 20h  
 Facebook - Youtube - Twitter

**Nos vies, pas leurs profits**

**Les masques tombent  
 La pénurie continue à l'hôpital...  
 500 millions de masques dans la grande distribution...**

**A** l'hôpital, l'hygiène et la gestion du risque de la contagion, c'est notre métier... Depuis des années, des protocoles détaillés définissent le type de protection que les soignants et les différents intervenants doivent porter pour protéger les patients, se protéger eux-mêmes et ne pas disséminer bactéries et virus... des mesures qui se renforcent régulièrement.

Mais depuis le début de l'épidémie, au CHU comme partout, les consignes n'ont cessé de se dégrader... pour s'adapter à la pénurie !

Là où hier il fallait porter absolument des masques FFP2, on a expliqué que les masques chirurgicaux faisaient l'affaire... puis on a vu arriver des masques périmés (dont sont en ce moment pourvus certains blocs opératoires !). Plus récemment, les services considérés moins « exposés » ont été « équipés » de « masques » que la direction fait confectionner sur place

**Plus cher qu'une baguette de pain**

Avant la crise du coronavirus, un masque chirurgical était vendu aux alentours de 7 centimes... Bonheur de la loi de l'offre et de la demande, les prix se sont envolés ! Face au tollé, le gouvernement a assuré que le masque jetable ne peut désormais être vendu plus de... 95 centimes !

Pour 4 heures de protection, c'est plus que le prix d'une baguette de pain, ou que celui d'un repas à la cantine pour certaines familles...

dans des bouts d'alèses ou de champs jetables agrafés (voir photo)...

Cette situation est d'autant plus choquante que depuis une semaine, la grande distribution annonce à grand renfort de publicité s'être procuré 500 millions de masques chirurgicaux !

**Les soignants 11 fois plus touchés par le Covid**

Auchan, Leclerc, Carrefour... ont donc su trouver, avec le soutien du gouvernement... ce qui manque tant aux hospitaliers,

suite page 3



suite de la page 2

aux médecins et infirmiers libéraux, aux kinés, aux salariés d'Eh-pads, de l'aide à domicile...

Le gouvernement, incapable de protéger les personnels de santé, reste silencieux sur le nombre de ceux qui ont été contaminés. Les chiffres communiqués il y a 15 jours par la direction de l'AP-HP (Hôpitaux de Paris) sont eux édifiants : « 4 275 professionnels de l'AP-HP ont été ou sont atteints de Covid-19 », soit 4 % des effectifs tous métiers confondus.

Au niveau national, une enquête de la CGT réalisée fin avril estime qu'au moins 12 000 salariés d'hôpitaux, cliniques, Ehpad et autres établissements ont été contaminés sur 545 000 concernés par l'enquête, soit un risque 11 fois supérieur à celui de l'ensemble de la population.

Isabelle Ufferte

### A vot' bon cœur

Comme nombre d'hôpitaux, le CHU de Bordeaux fait de plus en plus appel aux dons et au « mécénat » pour se financer. Une politique qu'il a amplifiée depuis deux mois : cagnottes, appel sur le site internet pour acquérir respirateurs, pousse-seringue, matelas adaptés aux patients de réanimation, appel au bénévolat pour confectionner des blouses, tout un chacun est invité à contribuer !

Fin avril, le CHU a ainsi collecté plus de 870 000 euros. Des appels à la charité scandaleux alors même que la casse du système public de santé et les coupes budgétaires ont été organisées depuis des dizaines d'années !

## Avec la misère, la faim aussi s'accroît

Depuis le confinement, de plus en plus de personnes ont dû recourir à l'aide alimentaire. « Ce virus a fait tomber les masques du système dans lequel on vit. Là où habituellement des familles se débrouillent pour survivre, avec ce confinement, elles n'arrivent même plus à se nourrir », expliquait Kamel Guémari, délégué syndical et militant de la lutte contre la fermeture du McDonald's Saint-Barthélemy à Marseille, aujourd'hui réquisitionné pour l'aide alimentaire.

De plus en plus de personnes et de familles aux faibles revenus ont vu leur situation aggravée par le chômage partiel ou total, la perte de petits boulots peu payés, suspendus ou supprimés à cause du confinement. Et les prix ne cessant d'augmenter, certaines familles, dont les enfants ne mangent plus à la cantine pour un prix modique, ont vu leur budget de nourriture multiplié par 2 ou 3. Et même si leurs revenus ont chuté, elles doivent continuer à payer tous les autres frais, dont le loyer qui représente un tiers voire la moitié du revenu du foyer...

Les départements, les communes avec les CCAS, les centres sociaux, mais aussi la Banque alimentaire, les Restos du cœur et nombre d'associations locales, de collectifs qui organisent des collectes solidaires, participent à ces distributions. Dans tous nos quartiers populaires, les cités de Lormont, Cenon, Saïge-Formainoir à Pessac pour n'en citer que quelques unes, de nombreuses familles sont obligées d'y avoir recours, mais aussi les étudiants précarisés confinés sur le campus.

Une situation comparable d'un bout à l'autre du pays. Ces distributions sont en augmentation de 40 % par rapport à l'année dernière en Seine Saint-Denis. Dans le quartier du Mirail à Toulouse, les associations témoignent d'une explosion du nombre de colis alimentaires.

A Marseille, un collectif d'anciens salariés des quartiers Nord a réquisitionné le Mac Do qu'ils s'étaient battus en vain pour garder en le transformant en banque alimentaire avec sa chambre froide et son drive. Depuis le 7 avril, à partir de 6 h du matin se forme une queue de 500 m pour la distribution du repas de midi. Ils en distribuent une centaine, alors que c'est un millier qu'il faudrait...



Ces militants, qui ont pris la responsabilité très appréciée de parer à l'urgence, s'inquiètent de se retrouver à faire le travail de l'État. Et ils doivent continuer à se battre contre le géant Mac Do qui leur interdit de l'occuper.

Le gouvernement a distribué 110 milliards aux entreprises et se vante d'avoir accordé... 1 milliard pour l'aide alimentaire !

Mónica Casanova

## Korian prend soin de ses actionnaires

« Nous prenons soin de votre santé afin de conserver votre qualité de vie, dans le respect de vos envies et de vos souhaits » peut-on lire sur la page d'accueil du groupe Korian, « leader européen des services d'accompagnement et de soins aux seniors » qui compte près de 850 établissements en Europe dont 364 en France.

Et le groupe prend également soin de la « santé et de la qualité de vie » de ses actionnaires : il avait décidé le 27 février dernier de verser 54 millions d'euros de dividendes cette année... Ce n'est que suite au tollé provoqué par la diffusion de l'information, et alors que 606 pensionnaires de ses maisons de retraites sont mortes du Covid-19, que Korian a finalement fait marche arrière. No comment.

## Interdiction des licenciements !

Avec la crise sanitaire et la récession, les plans de licenciements se poursuivent ou s'accroissent.

Dans le Lot-et-Garonne, la société Hafner liquide sa filiale d'Estillac et licencie ses 42 salariés du jour au lendemain. Le site produisait des pâtisseries industrielles pour Intermarché. Les salariés ont manifesté devant leur usine le 23 avril et l'un d'eux révélait l'hypocrisie du pouvoir : « *Nous ne comprenons pas comment c'est possible alors que le gouvernement avait assuré qu'aucun licenciement n'aurait lieu pendant cette période de confinement* ».

L'usine d'Estillac avait été rachetée il y a un an par le groupe Hafner qui en a cinq autres en France et au Canada. La direction avait alors imposé la suppression de 21 emplois d'intérimaires et CDD pour « sauver » les 42 CDI. C'est le même type

de chantage qu'elle utilise encore : fermer à Estillac pour soi-disant sauver 300 emplois dans un autre site en Savoie, en évoquant les pertes liées au confinement...

Dans les Landes, le groupe Gascogne (bois et papier, 13 usines dans le monde) poursuit la fermeture annoncée en mars du site de Castets avec la suppression de plus de 90 emplois. Le travail n'y reprendra pas.

A l'heure où les assureurs anticipent la plus grande vague de

« défaillance » d'entreprises jamais vue, certains prévoyant jusqu'à 25% de faillite en 2020, plus que jamais, il s'agit de faire entendre que nos vies ne doivent pas dépendre de leurs profits. Bénéfices ou pas : interdiction des licenciements, maintien d'un revenu pour tous !

F.M.

**DES CADEAUX POUR CEUX D'EN HAUT,**

**DES COUPS BAS POUR CEUX D'EN BAS ?**



**INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**

**NPA • NPA2009.ORG**

### Leur société

## Bordeaux Métropole, la Région et les banquiers alignent les millions pour les patrons...

Bordeaux Métropole a décidé le 16 avril d'allouer 15,2 millions d'euros à un fonds d'urgence destiné aux petites entreprises et associations, après une première annonce de 10 millions deux semaines auparavant. Et elle en a confié la gestion et la répartition à... la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ! Qui, en effet, pourrait mieux que quelques gros patrons bordelais gérer l'argent des contribuables ?

La Région n'est pas en reste... D'un fonds de 50 millions à la mi mars, on est passé à 73 le 10 avril, puis à 91 le 23 avril. 33 millions de ce fonds sont destinés à des prêts à taux zéro, de 100 000 à 500 000 euros, à des entreprises de 50 à 250 salariés. Comme ces 33 millions sont insuffisants à couvrir les besoins, la Région se targue de bénéficier de 250 millions d'euros d'« effet de levier ». Quelques banques (Banque des territoires, CIC, CA, CMSO, BPACA, CEAPC) ont en effet

décidé d'ajouter cette somme au pot ouvert par la Région sans perspective parait-il d'en tirer des intérêts. Belle générosité... qui n'a rien de gratuit. C'est que bien des entreprises aujourd'hui en difficulté sont déjà endettées auprès de ces banques, et leur faillite signifierait une perte sèche que les banquiers espèrent éviter en injectant des capitaux frais dans la machine.

Leur raisonnement repose sur le pari que lorsque l'épidémie sera maîtrisée, la machine économique repartira, que les profits seront de nouveau là pour permettre aux entreprises de rembourser leurs dettes... Rien n'est moins sûr. Outre qu'il est impossible de savoir quand les entreprises pourront de nouveau fonctionner sans la menace d'une recrudescence de la pandémie, il est illusoire de penser que la récession se résorbera comme par miracle, que tout sera comme avant. Pour bien des petites entreprises, il y a

fort à craindre malheureusement que les aides ne suffiront pas à passer le cap. Pour de nombreuses autres, la production se heurtera aux conséquences de l'aggravation du chômage, de la précarité, une diminution des débouchés pour leurs marchandises, aggravant la concurrence.

Les patrons et banquiers n'ont pas d'autre solution à leur crise que d'alimenter la machine à crédit et, espèrent-ils, à profits... Mais ce qui n'est qu'un pari, une spéculation parmi bien d'autres pour les financiers et leurs amis dirigeants politiques ne l'est pas pour les milliers de travailleurs, salariés ou pas, artisans, petits commerçants, paysans, qui sont sous la menace des licenciements ou de la faillite. Menace que tous les millions de ces prétendus fonds d'urgence sont bien incapables d'écartier.

Daniel Minvielle

# COVID-19 : la guerre est ailleurs

La semaine dernière, Sud-Ouest relatait fièrement la plongée inaugurale, en plein confinement, d'un nouveau sous marin d'attaque, le Suffren, premier d'une série de 6 dans les 10 ans. Une merveille de technologie paraît-il, capable de lancer dans une seule salve 4 missiles de croisière d'une portée de 1000 km ! Le programme se chiffre à plus de 9 milliards d'euros. Si l'on reprend l'estimation que l'historienne Ludivine Bantigny avait faite pour le Rafale, cette somme représente le salaire de 9000 infirmier-e-s sur 40 ans ! C'est clair, en pleine crise « sanitaire » le gouvernement affiche et assume ses choix ! Le coronavirus n'est pas oublié, la ministre des armées ayant précisé qu'il y avait eu tests et masques pour tout le monde ! Pas comme pour le Charles de Gaulle qui peut traverser un nuage nucléaire, bactériologique ou chimique, mais flanche calamiteusement face à un virus à l'intérieur (1081 marins testés positifs) !

Que signifie cette affirmation de puissance (technologique et militaire) dans le contexte actuel ? On ne peut qu'être frappé par le fait que durant cette période de pandémie où tout est chamboulé, où se mani-

festent des urgences que le capitalisme à l'échelle mondiale doit résoudre dans le flou le plus total, un peu partout des bruits de bottes, des escarmouches plus ou moins discrètes se manifestent : en mer de Chine entre chinois et américains, en mer Baltique entre russes et OTAN, dans le Golfe Persique, et l'Iran qui met en orbite un satellite militaire, les russes qui lancent des parachutistes « à partir d'un avion IL-76 d'une hauteur de 10 000 mètres dans les conditions ex-



trêmes de l'Arctique » ... C'est que ces dernières années, des lignes de forces bougent dans la géopolitique mondiale et cette pandémie en remet une bonne couche dans le conflit Chine Etats-Unis, entre autres ; elle s'intègre forcément dans le jeu géopolitique, et pas question, moins que jamais, que les grandes puissances et les prétendantes n'avancent leurs pions. Le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique déclarait au Monde : « les pays les plus affaiblis par le Covid-19 en termes de décès par million d'habitants sont tous membres de l'OTAN. C'est le vieil Occident qui est frappé ». D'où le risque d'être « en retard d'une guerre », car « la prochaine crise ne sera pas forcément sanitaire, elle pourra être militaire ».

Mais la crise actuelle, aux multiples dimensions, qui touche et touchera profondément les populations de tous les pays, pourrait aussi déboucher sur des remises en question radicales par ces populations de cet ordre qui « veut tout changer pour que rien ne change », et à l'évidence, il n'y a pas d'autre nécessité que de le mettre à bas.

Jean-Louis Farguès

## A voir

### A voir en replay...

#### Dérapages (de Ziad Doueiri)

(d'après le roman *Cadres noirs* de Pierre Lemaitre, avec Eric Cantona, série de 6 épisodes de 52 mn disponible sur Arte jusqu'au 13 mai)

Un cadre des Ressources humaines licencié et usé accumule les petits boulots et les humiliations jusqu'au jour où... et c'est l'escalade. Avec la complicité d'un compagnon de galère viré comme lui, c'est la tentative de revanche de ceux qui « ont fait Pôle emploi ensemble » prenant à leur propre piège les dirigeants d'une grande multinationale française, avec les mêmes méthodes de violence et de manipulation. L'occasion d'une charge cinglante contre leur morale et leur monde.

Un thriller social palpitant par le réalisateur de la série « Baron Noir » qu'on conseille vivement aussi !

#### Arde Madrid (de et avec Paco de León)

(série de 8 épisodes de 55mn en VOSTF de l'espagnol sur France 3)

Une comédie bouillonnante en noir et blanc, à la fois réaliste et décalée, qui croque les tribulations des deux employés de maison de l'actrice hollywoodienne Ava Gardner en séjour à Madrid, le tout au-dessus du domicile du général argentin en exil Perón.

La femme de chambre a été chargée d'espionner la célèbre actrice pour le compte d'une organisation franquiste car l'excentrique et « indécente » américaine est soupçonnée d'être « dangereuse » pour l'ordre dans tous les sens du terme.

Une critique acerbe du quotidien franquiste, ses inégalités, le mépris de classe, la religion, sa morale hypocrite et un sympathique clin d'œil à l'émancipation des femmes.

#### Brassens par Brassens (documentaire lu par Sandrine Kimberlain)

(1h55, sur Arte jusqu'au 17 mai)

A partir de photos et vidéos d'archives, d'interviews et de ses propres chansons, on découvre la vie de ce poète et chanteur révolté, impitoyable avec les puissants, tendre et malicieux avec sa classe, ceux d'en bas, les femmes, les délinquants, ses « copains d'abord ».

Il n'a jamais été dupe ni condescendant avec les riches et le pouvoir, même quand il a été très célèbre. Pas plus qu'il n'a jamais quitté ses amis rencontrés dans son vieux quartier natal de Sète, au STO en Allemagne ou dans les rues populaires de Paris, ses nombreuses amours sans jamais contracter mariage... Un itinéraire d'artiste rebelle et libre.

M. C.

## Tribune - Et en prison, quoi de changé ?

Au 1<sup>er</sup> mars 2020, selon l'administration pénitentiaire en France, il y avait 72 400 personnes incarcérées, hommes, femmes et mineurs, un record absolu. Avec toutes les conséquences de la surpopulation principalement en maisons d'arrêt où bien trop souvent 3 personnes s'entassent dans un peu moins de 9 m<sup>2</sup>, comme à Gradignan, l'un des 3 dormant matelas au sol (malgré les condamnations récurrentes de la Cour Européenne envers la France)...

### Une contamination sous-estimée

Le Covid est apparu, sonnait la fin des activités : plus de travail en atelier ni d'école et suppression des parloirs et des liens familiaux tant vantés pour éviter la récurrence.

Les familles ne peuvent plus rentrer pour des raisons d'hygiène sanitaire que tout le monde sait, mais les surveillants, eux, rentrent 3 fois par jour à chacune de leurs vacations de 8 heures. Il ne s'agit pas de prêcher pour qu'ils abandonnent purement et simplement leur travail, mais de souligner le deux poids deux mesures.

Le gel hydro alcoolique est accessible aux surveillants, interdit aux détenus, puisque l'alcool est interdit, même si selon certains règlements internes, il y a des exceptions.

Quant aux masques, inutile d'y songer pour les incarcérés. Même si à Val de Reuil (dans l'Eure), un atelier a repris pour fabriquer ces protections, les taulards en sont privés.

Pour ceux qui vont profiter de la promenade quotidienne d'environ 1 heure ou biquotidienne, lorsqu'il pleut, tous se réfugient sous le préau lorsqu'il y en a un. A Gradignan, une centaine d'hommes se serrent alors dans autant de mètres carrés. A la maison d'arrêt de Saintes, le « préau » est fait d'une tôle de 2 m<sup>2</sup>. Alors, les promeneurs s'agglutinent le long du mur le moins exposé à la direction de la pluie.

Selon l'administration, sur environ 30 000 personnes évoluant en milieu fermé au 15 avril, 114 personnes étaient touchées ; sur les détenus, 62 000 à la même date dont 48 déclarés (es) positifs...

J'en tire une statistique personnelle. Soit les détenus sont 4 fois

plus résistants au virus, soit ils sont 4 fois moins identifiés.

### Toujours autant de surpopulation

En 30 ans, la population française a augmenté de 30%, la population carcérale de 100%.

Ceci malgré les plans successifs de construction de nouvelles prisons de 1992 à 2007, chacune de ces constructions vendue pour LA solution à la surpopulation. A chaque étape, toujours 5 à 10 000 détenus excédant les capacités « d'accueil ». Plus on construit, plus on remplit ?

Nous sommes passés de 72400 détenus le 1<sup>er</sup> mars à 62000 au 15 avril. Car les détenus en fin de peine ont reçu des grâces, souvent de 2 mois, abrégant d'autant leur enfermement. D'autre part, ceux qui sont en attente de jugement le voient reporté. Enfin, les tribunaux fonctionnant au ralenti, il y a moins de jugements en comparution immédiate (où les « chances » de se voir prononcer du ferme sont 7 fois plus élevées, selon le Syndicat de la Magistrature).

De 72000 à 62000 un mois et demi plus tard, est-il possible de réduire l'incarcération ?

La tolérance zéro, le tout carcéral est-il la solution ?

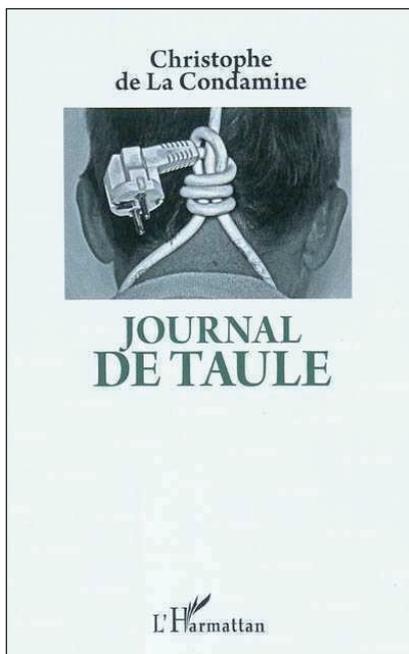
### De l'utilité des prisons ?

S'il semble difficile d'imaginer nos sociétés exemptes de modes punitifs, punir est un constat d'échec, lorsque l'on ne s'est pas donné les moyens sociaux de tirer les plus fragiles vers le haut.

C'est bien la fracture sociale qui est la cause de délinquances ordinaires. C'est bien la délinquance financière, accaparatrice, remplissant les comptes des plus riches ou des moins nécessiteux, comme on voudra, qui exclut du manège les moins lotis.

Ceux-là, d'en bas, se contentent de le regarder tourner. Impossible de leur reprocher de vouloir y monter, à l'aune d'un partage qu'on leur refuse.

Christophe de La Condamine  
auteur de *Journal de taule* (L'Harmattan, 2011)



En donnant à la souscription 2020, sur <https://souscription.npa2009.org/>

# Prise de position des élues du NPA Christine Héraud à Cenon et Mónica Casanova à Lormont

Le Président Macron a décidé brutalement d'un déconfinement le 11 mai avec ouverture des écoles le lendemain, au mépris de l'avis du Conseil Scientifique qu'il a lui-même désigné, et qui proposait « *de maintenir fermés crèches, écoles, collèges et universités jusqu'en septembre.* » Il a déclaré que la décision de Macron de déconfiner le 11 mai était « *principalement économique* », ce que le Premier ministre et Bruno le Maire ont confirmé. Car ce qui préoccupe Macron et son monde, c'est la relance de la machine à profits, que le maximum de parents retourne au travail et que les écoles réouvrent pour garder leurs enfants.

Edouard Philippe agite la perspective d'écroulement de la société et pour cela il donne des dizaines de milliards aux entreprises, mais seulement quelques millions d'euros aux plus pauvres. Il n'y aura pas d'investissements majeurs dans la santé publique. Faute de politique sanitaire, c'est la police sanitaire de Castaner qui s'impose aux salariés et à l'ensemble de la population.

Le déconfinement sans politique sanitaire comprenant les dépistages massifs sur lesquels le gouvernement reste muet va continuer à exposer les salariés aux risques de contamination. De même que dans les établissements scolaires, les personnels de l'Éducation, des collectivités et les parents refusent d'être

contraints, comme les travailleurs de la santé, de s'exposer et d'exposer leurs enfants au virus en circulation sans moyens efficaces pour se protéger.

Le déconfinement décrété, improvisé, avec des annonces gouvernementales et de ministres qui se contredisent au fil

communes, faute de place, de faire manger des repas froids aux écoliers tous les jours à leur place dans leur salle de classe.

Le déconfinement et la réouverture des établissements scolaires ne peuvent être laissés entre les mains de Macron et de ce gouvernement qui servent les intérêts égoïstes des classes possédantes et du patronat, au mépris de la santé des salarié-es et de la population. C'est à ceux qui travaillent, dans les usines, les bureaux, sur tous les lieux de travail, de discuter et de s'organiser démocratiquement pour exiger leurs conditions pour le déconfinement. Dans les écoles, c'est à tous les personnels de l'éducation, des communes, avec

les parents de décider des conditions de la réouverture de chaque établissement scolaire, en prenant tout le temps nécessaire, en refusant une ouverture prématurée par le droit de retrait ou la grève si nécessaire.

C'est à tous les salariés, à la population dans son ensemble d'exercer son contrôle non seulement sur les conditions sanitaires, mais sur l'ensemble de l'économie et de la vie sociale, pour construire le monde d'après, un monde débarrassé de l'exploitation et de la course aux profits, tourné vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Le 5 mai 2020



des jours, est à marche forcée. Il fait reposer les responsabilités sur des collectivités qui n'ont ni les moyens humains, financiers ni techniques pour rouvrir les établissements scolaires le 11 mai, dans les meilleures conditions de sûreté sanitaire.

Elles nécessiteraient du personnel plus nombreux pour faire respecter les gestes barrière, nettoyer, désinfecter... Les contraintes de la protection des élèves et des personnels ne permettent pas de faire cours, en école maternelle et primaire, mais y compris en collège, sans contacts affectifs, prêt de matériel ni jeux collectifs par exemple. Sans parler de l'obligation que vont avoir certaines

**Rectificatif** Le média en ligne Rue89Bordeaux a publié un « *appel lancé à la gauche bordelaise* » en précisant qu'il était « *soutenu par la France insoumise, le NPA et le Parti de gauche* ». Nous avons envoyé un rectificatif car, en ce qui concerne le NPA, ce n'est pas le cas.

**Confinement oblige, les publications papier du NPA33 sont passées en numérique. Cette lettre électronique paraît de façon hebdomadaire.**

**N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, à y abonner des amis directement sur [npa33.org](http://npa33.org) et à y contribuer.**

**Pour cela envoyez vos articles, témoignages, réactions à [anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)**

**Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin :  
[anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org) - 07 83 64 43 49**

**[www.npa33.org](http://www.npa33.org)**